

Madagascar : 215 ans contre 35. Didier le marin et les 3 « messies » : Albert, Marc et Andry Défauts et points communs

Madagate 03 août 2009 - Point de vue de Jeannot RAMAMBAZAFY – Journaliste



C'est certain : ici-bas, il ne faut plus d'étonner de rien. Ainsi donc, après avoir fait entretuer leurs partisans respectifs, les uns contre les autres, depuis plus de trois décennies, les présidents passés et présent consentent enfin à mettre en pratique la notion de « *Fihavanana* » qui, jusqu'ici, n'était qu'un slogan folklorique. Et encore, pas de leur propre chef mais sous la pression, encore une fois, d'entités étrangères à Madagascar.

Quoi qu'on dise, la communauté dite internationale, à travers son fameux GIC (Groupe international de contact) va procéder à une **séance de réhabilitation**. Inédite pour Madagascar, certes, mais dont les impacts, **perpétueront la culture de l'impunité en Afrique en général**. Comment, pourquoi ?

Qui sont donc ces quatre chefs d'Etat qui vont se rencontrer à Maputo (Mozambique), le 5 août 2009 ?

Réponse à travers leurs défauts de gestion de l'Etat et leurs points communs. Dossier que seul un Malgache peut rédiger. Les « *Vazaha* » étant de gens de passage. Uniquement de passage et qui ont tendance à toujours comparer l'incomparable. Un dossier long mais édifiant pour les amnésiques fanatiques, genre GTT, qui ignorent énormément de choses mais se complaisent à jouer - volontairement ou non - les instruments d'une soif de pouvoir personnel subitement inassouvie

Ainsi, on ne peut traiter ces hommes séparément, tellement leur vie politique s'imbrique, comme si un scénario maléfique avait été préétabli quelque part, rien que pour en faire voir de toutes les couleurs au peuple malgache qui n'a rien fait que suivre le courant des promesses d'embellie sociale jamais tenue à ce jour.



Didier Ratsiraka, 73 ans

Cinq mois après avoir été réélu, le président Philibert Tsiranana, suite à des grèves, manifestations et émeutes (avril-mai 1972), remet les pleins pouvoirs au général Gabriel Ramanantsoa. Dans son gouvernement, il y aura, entre autres : le Pr Zafy Albert, ministre de la Santé, le Colonel Richard Ratsimandrava, ministre de l'Intérieur, et le capitaine de corvette Didier Ratsiraka, ministre des Affaires étrangères qui, le 4 juin 1973 signe, à Paris, le nouvel accord général des conventions et des dispositions de coopération révisées, en janvier, entre Madagascar et la France. Madagascar sort de la zone franc. En septembre de la même année, c'est le départ des forces françaises basées à Madagascar, surtout à Diego Suarez.

Suite à une crise politique (25 janvier-1er février 1975), le général Ramanantsoa transmet tous ses pouvoirs au colonel Richard Ratsimandrava qui sera assassiné le 11 février. Le Comité national de Directoire militaire, présidé par le général Gilles Andriamahazo, est créé. Tous les partis politiques sont suspendus.

Le 15 juin 1975, c'est l'investiture du capitaine de frégate Didier Ratsiraka, nommé chef de l'Etat et du gouvernement, et Président du Conseil suprême de la Révolution (CSR) par le Directoire militaire. Il n'y eut donc pas de suffrage universel. Le 28 août paraît le « *Boky mena* » ou Livre rouge, guide pratique de la Charte de la révolution socialiste malgache. Le 21 décembre est organisé un référendum sur la Constitution de la II^e République (le « *oui* » l'emporte, comme toujours) et le 30 décembre, c'est la promulgation de la nouvelle Constitution et la proclamation de la République Démocratique de Madagascar ou RDM.

Cette République Démocratique de Madagascar sera celle de l'hymne au livre rouge, « *Ao anaty boky mena* », (oublié l'hymne national) et de l'harangue « *Oe oe !* » pour un embrigadement à l'échelle nationale. La RDM sera aussi marquée par la remise à plat des accords de coopération franco-malgaches (adieu nos ancêtres les Gaulois !); de la malgachisation de l'enseignement faite sur un simple coup de cœur (ce qui a amené à un gâchis total sur trois générations); des nationalisations et investissements à outrance ayant engendré des tas d'éléphants blancs. Il faut savoir qu'un éléphant blanc est une réalisation d'envergure, souvent prestigieuse et d'initiative publique, mais qui s'avère plus coûteuse que bénéfique. Au final, son exploitation et/ou son entretien deviennent un dossier extrêmement budgétivore au détriment d'un peuple définitivement pris en otage par un « *Etat-providence* » qui n'aura réussi qu'à infantiliser encore plus un peuple déjà en mal de civisme et de patriotisme authentique (Ouf! Cela s'appelle une périphrase). L'acculturation fut effectivement tous azimuts. Comme la politique étrangère de Didier Ratsiraka plutôt tournée vers l'Est (rien de nouveau).

Le 17 septembre 1976, Tananarive devient Antananarivo. De décembre 1976 à novembre 1982, la Grande Ile sera secouée par des émeutes, des affrontements interethniques entre Comoriens et Malgaches, des manifestations estudiantines fortement réprimées. Le 31 juillet 1977, Justin Rakotoniaina démissionne, et le lieutenant-colonel Désiré Rakotoarijaona lui succède au poste de Premier ministre. Le 7 novembre 1982, Didier Ratsiraka est « *réélu* » président de la République, face à Monja Jaona, président du parti Monima.

Ce second mandat fera apparaître le phénomène « *4'mis* » (peuple de la rue), le « *risoriso* » (marché noir), des années de misère et donc les éléphants blancs. Il sera jonché de violences contre la communauté indo-pakistanaise (OPK ou opération Karana) et de la répression sanglante contre les adeptes du Kung-fu, du 30 juillet au 1er août 1985. Le 12 février 1988, Désiré Rakotoarijaona démissionne du poste de Premier ministre et le Lieutenant-colonel Victor Ramahatra le remplace.

Malgré cela, Didier Ratsiraka est réélu, le 12 mars 1989, pour un 3^e mandat. Vous allez dire que le peuple malgache a les dirigeants qu'il mérite, mais que peut-on faire contre des élections truquées à outrance avec un bourrage d'urnes invraisemblable et sous menace permanente ? Or, miracle ! La chute du

mur de Berlin aidant, « *Deba* » libéralise tout, comme ça, sans transition : censure levée, autorisation de former un parti politique (multipartisme en amendant la loi fondamentale, décidément !), enseignement à deux vitesses mais surtout « *désengagement de l'Etat* » à travers la privatisation des grandes compagnies et sociétés qu'il avait lui-même nationalisé ! Mais le quotidien du peuple ne s'en est pas amélioré pour autant, malgré le pitoyable slogan : « *Madagasiraka tsy mandoalika* » ou Madagascar ne s'agenouille pas. Les Malgaches, en effet, ne se sont pas agenouillés : ils ont rampé comme des vers de terre, à la recherche de leur pain quotidien. Surtout que le nouveau slogan était : « *Samy mandeha, samy mitady* » (que l'on peut traduire par : faites les affaires qui vous plaisent mais ne vous occupez pas des miennes !). Le secteur informel est devenu une institution. Avec ce que cela comporte de corruption (« *kolikoly* ») à tous les niveaux.



Zafy Albert, 82 ans

En 1990, la révolte gronde avec, en tête, le Pr Zafy Albert. Il faisait partie du mouvement de l'opposition des Forces Vives (« *Hery Velona* ») et leader du parti UNDD pour Union Nationale pour la Démocratie et le Développement, qui tenta de renverser le président Ratsiraka. La tentative a échoué mais il était déjà trop tard pour ce pouvoir qui a sacrifié deux générations, au nom de la « *Révolution* », capitalisme d'Etat déguisé. Le 8 juillet 1991 commencera la grève générale illimitée, et l'opposition se regroupera sous le nom de « *Comité des Forces Vives* », avec le Général Jean Rakotoarison dit « *Voaibe* » (grand caïman) comme Président, et le Pr Zafy Albert, en tant que Premier ministre de transition. Il figurera comme le premier messie avec un « *look* » très campagnard : le « *satroka penjy* » ou chapeau de paille.

Le 22 juillet 1991, l'Etat d'urgence est décrété. Le 8 août, Guy Willy Razanamasy est nommé Premier ministre de Ratsiraka. Le 10 août 1991, la « *Marche de la Liberté* » (« *Diaben'ny Fahafahana* »), vers le palais d'Iavoloha, se soldera par un carnage jamais vu et jamais puni... A l'époque, faire tomber le « *Mur de Jéricho* » (« *Mandrodana ny Mandan'i Jericho* ») était le mot d'ordre. Après une résistance aussi vaine qu'inutile mais mortelle ; malgré l'apparition du mouvement fédéraliste et des provinces autonomes, Didier Ratsiraka se rend à l'évidence : il faut composer avec les forces d'en face. Le 31 octobre 1991, c'est la signature, à l'hôtel Panorama, de l'accord entre toutes les forces politiques de la nation. Cet accord sera connu sous l'appellation de « *Convention du Panorama* ».

Le Pr Zafy, le messie au chapeau de paille, est nommé président de la Haute Autorité de l'Etat (HAE) pour une période de 18 mois. Le 19 août 1992, c'est l'adoption par référendum de la nouvelle Constitution. Le 10 février 1993, lors des élections présidentielles, Zafy Albert sort vainqueur de Didier Ratsiraka, au second tour. Pour ce dernier, ce sera son départ pour un premier exil en France. Mais le règne du Prof sera de courte durée et tournera... court. N'ayant pu supporter les critiques de l'opposition, et après un dénigrement fleuve radiotélévisé à l'encontre de son Premier ministre Me Francisque Ravony, Zafy décide (encore par un toilettage constitutionnel) que le Premier ministre ne sera plus élu par l'Assemblée nationale mais nommé par le président lui-même. Ce sera le Dr Emmanuel Rakotovahiny (ministre de l'Agriculture du gouvernement Ramanantsoa) qu'il choisira. Mais, malgré cet énième tour de passe-passe constitutionnel, ce sera la chute brutale pour lui. Le 5 septembre 1996, La Haute Cour Constitutionnelle (HCC) destitue le Président de la République (empêchement voté en juillet par l'Assemblée Nationale) et nomme Norbert Lala Ratsirahonana, chef de l'Etat par intérim. Celui-ci avait été nommé Premier ministre par Zafy, le 5 juin 1996. Je ne sais pas si vous arrivez à suivre, jusqu'ici, mais il y a de quoi perdre son latin, n'est-ce pas ?

Comme à Madagascar, tout est possible, même l'impossible, Zafy Albert se présente à nouveau aux élections présidentielles anticipées de décembre 1996 contre... Didier Ratsiraka ! Ce dernier l'emporte et Madagascar revient à la case départ. Depuis, Zafy Albert n'a qu'une idée en tête : faire un dernier baroud

d'honneur en mettant en application son expérience de la HAE et l'idéologie de son CRN (Comité de Réconciliation Nationale). Il sera d'ailleurs réfractaire à tout et à tous et prône, actuellement, le... fédéralisme !

Ainsi donc, l'Amiral Didier Ratsiraka est de nouveau aux affaires pour la 4ème fois. Le 21 février 1997, Pascal Rakotomavo est nommé Premier Ministre. Vous allez encore dire que le peuple malgache est décidément inconscient. Mais on n'efface pas plus de deux décennies d'infantilisation ayant amené à la difficulté de s'émanciper sans l'aide de « *ray amandreny* » (parents). Cependant, tout va encore aller de mal en pis, malgré la révision de la Constitution par référendum, le 5 mars 1998. En passant, Didier Ratsiraka y a effacé la motion d'empêchement présidentiel qui fut fatale à Zafy Albert. Néanmoins, le peuple comptait les heures. Dans l'attente du second messie. Le 23 juillet 1998, Tantely Andrianarivo est nommé Premier ministre à son tour. Le 3 décembre 2000, ce sont les premières élections provinciales. Il y eut une forte abstention pour l'élection des 336 conseillers qui devront élire les gouverneurs des six futures provinces autonomes. Victoire de l'Arema, sauf à Antananarivo. Un signe fort, négligé par tous les dirigeants passés et à venir... Si le parcours du Professeur Zafy Albert peut être considéré comme un « *accident* » de l'histoire, coincé entre deux mandats de Didier Ratsiraka (on se souviendra de lui comme l'homme des Madarais et des financements parallèles), la question que j'avais posée en 2004 déjà, était : *à travers toutes ses années de règne quasiment sans partage, Didier Ratsiraka a-t-il laissé quelque chose d'impérissable pour les générations à venir ? Les politiciens et hommes du et de pouvoir présents et à venir tireront-ils une bonne leçon de cette frange pitoyable de notre histoire commune ?*



Marc Ravalomanana, 60 ans

Loin de cette tourmente sociopolitique qui perdure depuis plus de trente ans, un homme, illustre inconnu jusque-là, va aussi graver son nom dans l'Histoire de la Grande Ile. Il vient d'un village à l'est d'Antananarivo, Imerikasinina dont personne n'avait entendu parler depuis. Contrairement à Didier Ratsiraka et Zafy Albert, il n'a pas fait des études en France. Ecole navale de Brest, pour le premier, école de médecine de Montpellier pour le second.

Avant 1999, Marc Ravalomanana, autodidacte par excellence, dirige une petite laiterie familiale qu'il transformera en une entreprise industrielle de dimension nationale : le groupe Tiko S.A. Ce, grâce à l'appui d'un proche de sa famille, feu Rakotovo Razakaboana, alors ministre des Finances et du Plan puis membre du CSR de Didier Ratsiraka. Ces deux personnalités au sommet faciliteront le financement de la Banque mondiale. Les produits Tiko déferleront sur Madagascar comme par... magie. En parallèle, il suivra des stages de formation en Allemagne et en Suède. En 1999, s'étant présenté candidat à la mairie d'Antananarivo, il est élu en décembre, coiffant au poteau Ny Hasina Andriamanjato, fils du pasteur Richard Andriamanjato et inamovible ministre des PTT de Ratsiraka et Lalao Ravololomanana, bras droit du maire Guy Willy Razanamasy qui ne s'était plus présenté. Le slogan du maire Ravalomanana : « *Miady amin'ny fahantrana* » ou lutte contre pauvreté. Et ça marche car la capitale de Madagascar s'embellit et s'assainit à vue d'œil. Les espaces verts commencent à fleurir et les 4^{mis} s'évaporent, surtout ceux du quartier dit « *La Réunion kely* » longeant la voie ferrée d'Ampefiloha. A cette époque, Marc Ravalomanana était vraiment the « *right man at the right place* ». Mais il est dit que l'appétit vient en mangeant...

Début août 2001, au sortir de l'église de son village natal, il annonce sa candidature aux élections présidentielles de décembre à venir. Une bombe pour le régime Ratsiraka qui n'en tint pas encore compte. Novice en politique, Marc Ravalomanana est alors soutenu par une multitude de partis politiques. Parmi eux, l'AVI (« *Asa vita no ifampitsarana* » ou le travail pour seul juge) de Norbert Lala Ratsirahonana et le MFM (« *Mitolona ho an'ny fanjakan'ny madinika* » ou lutte pour l'avènement des laissés pour compte) de Manandafy Rakotonirina. Mais il a aussi le soutien de l'église protestante réformée ou FJKM. En octobre 2001, Ravalomanana est élu vice-président de cette église. Pas si novice que ça, l'homme, lorsque l'on sait que les 15 millions de Malgaches (à l'époque) sont de religion chrétienne et que 45 % des chrétiens sont des fidèles de l'église réformée FJKM... Pour mieux préparer sa campagne, le Maire Ravalomanana va nommer un autre personnage-clé de sa chute, Président de la délégation spéciale (PDS) à la tête de la ville d'Antananarivo : Patrick Ramiaramanana, germanophone, cadre de l'usine Tiko d'Andranomanelatra. En fait, les « *Tiko boys* », lentement mais sûrement envahiront l'espace économique et politique de la Grande Ile.

Marc Ravalomanana se présentera sous le label de l'association Tiako Iarivo (J'aime Antananarivo) qui deviendra le parti politique « *Tiako i Madagasikara* » ou Tim plus tard. Avec comme slogan : « *Mino fotsiny ihany* » (Croyez simplement), tiré de l'évangile de Saint... Marc. Une inscription omniprésente dans toutes les unités du groupe Tiko. Le 16 décembre 2001, le premier tour des élections présidentielles a lieu. Passons sur la campagne qui fut incroyable d'illégalités et de coups bas. Puis, le ministère de l'Intérieur annonce les résultats : Marc Ravalomanana est en tête avec 46,44% des suffrages exprimés, face au président sortant, crédité de 40,61%. A ce stade, un second tour s'imposait. Mais ces chiffres sont contestés par le Comité de soutien à Marc Ravalomanana (« *Komity manoahana an'i Marc Ravalomanana* » ou KMMR) et par son parti Tim, qui avaient effectué leur propre collecte de résultats. Ils avaient affirmé que Ravalomanana était vainqueur au premier tour avec environ 53 % des suffrages. Ils réclamèrent alors une confrontation des procès-verbaux originaux dont ils possédaient un exemplaire. Mais les partisans de Didier Ratsiraka refusèrent. Ce qui provoqua une recrudescence des manifestations populaires de soutien à Marc Ravalomanana qui prôna pour le « *Premier tour dia vita !* » ou Victoire au premier tour.

Poussé par la ferveur populaire, Marc Ravalomanana va s'autoproclamer président de la République de Madagascar, le 22 février 2002. S'ensuivit alors toute une série d'évènements aussi stupides que mortels de la part de Didier Ratsiraka qui va utiliser son art de la guerre et le détournement de la Constitution : dynamitage des ponts entourant la ville d'Antananarivo pour l'asphyxier économiquement ; dressage d'un barrage à Brickaville ; mise en place de 5 provinces « *indépendantes* » dirigées par des gouverneurs... Mais, l'investiture populaire du 22 février 2002 à Mahamasina n'a pas été acceptée par la communauté internationale qui y avait brillé par une absence totale. Il avait fallu recourir à une médiation à Dakar par deux fois, par l'entremise du président sénégalais Me Abdoulaye Wade. Pour Dakar I, le « *deal* » aurait été le suivant : Ratsiraka Didier resterait le président et Marc Ravalomanana deviendrait Premier ministre.

Ainsi, les 17 et 18 avril 2002, sous les auspices de l'OUA représentée par son Secrétaire général, Amara Essy, et en présence du représentant du Secrétaire général des Nations unies en la personne d'Ibrahima Fall, des deux leaders malgaches, Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana, en conflit au sujet du premier tour des élections présidentielles, se sont retrouvés à Dakar, en présence d'un Comité de Chefs d'Etat facilitateurs coordonné par le Président Abdoulaye Wade, Président du Sénégal. Du côté des facilitateurs, il y avait, en outre : Joaquim Alberto Chissano, Président de la République du Mozambique (tiens ?), Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire, Mathieu Kérékou, Président de la République du Bénin.

Mais après les baisers de Judas, le « *Premier tour dia vita* » repris de plus bel au pays. Qui n'a pas tenu sa parole ? Mystère...Toujours est-il que la HCC, à l'issue d'un décompte, le 29 avril 2002, a proclamé Marc Ravalomanana vainqueur du premier tour avec une majorité de 51,46% contre 35,90% à Didier Ratsiraka. Dès lors, la situation s'est rapidement détériorée : actions commises de part et d'autre sous la forme de violences physiques ; destructions d'infrastructure, interventions civiles et militaires... Le pays fut plongé dans un chaos bloquant les activités économiques qui a entraîné d'énormes pertes à l'économie nationale elle-même. Ici, que ces GTT d'ailleurs (Europe, USA, Canada) se lèvent et prouvent qu'ils ont effectivement voté pour Ravalomanana (ils n'ont jamais eu le droit de vote jusqu'à présent) et qu'ils l'ont défendu, comme moi, à Faravohitra contre les éléments du Resep ; qu'ils ont participé au démantèlement des barrages ; qu'ils ont vécu les affres de l'essence à 40.000 Fmg le litre. Sinon, qu'ils cessent de déverser de la désinformation à outrance sur Internet et qu'ils révisent l'histoire au lieu de jouer à vouloir la déformer à des milliers de kilomètres. C'est fou mais lorsque des intérêts personnels sont en jeu, le plus intelligent des être humains devient le dernier des imbéciles : aussi lâche que veule ! Passons.

Devant la gravité de la situation et des menaces qui se précisent, feu le Président Omar Bongo a invité le Président Abdoulaye Wade à Libreville pour faire le point en présence du Secrétaire général de l'OUA, Amara Essy, et du ministre français des Relations Extérieures, Dominique de Villepin. La rencontre qui s'est tenue à Libreville le 4 juin 2002 a lancé un appel pathétique aux deux protagonistes et leur a instamment demandé de venir à Dakar pour se rencontrer le samedi 8 juin 2002. Ratsiraka et Ravalomanana se sont encore rencontrés à Dakar le 9 juin 2002 mais ce Dakar II n'a jamais été appliqué et ce n'est même pas la peine d'en décrire le contenu ici. Mais tous les « bons » dictateurs », toujours en activité au sein de l'actuelle Union africaine (UA), étaient présents. Que s'est-il passé entre-temps ? Re-mystère. Et re-toujours est-il que, le 6 mai 2002, en présence des seconds couteaux des chancelleries accréditées à Madagascar, Marc Ravalomanana est investi pour une seconde fois à Mahamasina. Le même jour, l'ambassadrice des USA, Wanda Nesbitt, remet en mains propres à Marc Ravalomanana, une lettre de félicitation, donc de reconnaissance, de l'administration George W. Bush. La France suivra le mouvement peu après. Cerné de toutes parts en son domaine d'Ambofiatafana, la famille Ratsiraka et quelques fidèles s'embarquent à bord d'un aéronef, le 5 juillet 2002, à l'aéroport d'Ambalamananasa Toamasina. Depuis, il est en second exil dans sa résidence de la banlieue parisienne.

Marc Ravalomanana, fort de ce statut légal recouvre, peu à peu, le contrôle de l'administration. Il avait du pain sur la planche. Surtout le démantèlement des barrages anti-économiques dont celui de Brickaville sur la RN2 reliant Antananarivo à Toamasina. Les « *Zanadambo* » ou réservistes furent choisis pour cette vaste mission de « *pacification* » de la Grande Ile. En 2004, enfin reconnu par la majorité des composantes de la communauté internationale, le régime Ravalomanana -qui a donc dû attendre plus d'un an avant la reconnaissance internationale que l'on brandit actuellement comme une condition de devenir de Madagascar- va mettre les bouchées doubles pour démontrer sa volonté de développer « *rapidement et durablement* » le pays en « *enrichissant les pauvres sous l'aile du Seigneur* ». Il ne se passait aucune réunion officielle, aucun conseil des ministres ou de gouvernement sans une messe avant tout ordre du jour. Slogan : « *Fahamarinana sy Fahamasinana* » (Vérité et Sacralité). Quelle piété, quelle ferveur ! Mais en coulisse, Tikoland, ce vaste empire qui lui fera renier tout ce qu'il a dit et promis pour le peuple, prend forme.



Andry Rajoelina, 35 ans

Entrepreneur autodidacte, Andry Rajoelina a débuté dans le secteur de l'évènementiel en organisant des soirées dansantes où il était le Disc Jokey ou DJ. Cela, de 1994 à 2000 avec les célèbres soirées « Live ». Son surnom d'Andry TGV, il le doit, avant tout, du fait de son appartenance à une bande de jeunes BCBG dénommée Troup Gun's Val ou TGV. Par la suite, Andry Rajoelina, épaulé par son copain Liva Andrianasolo Ramavozatovo, et par une aide financière de la société de capital risque FIARO, monte la société d'impression numérique et de panneaux publicitaires dénommée Injet. En 2003, avec cette société, Andry Rajoelina, P-dg, reçoit le premier prix du concours dénommé « *Trophée du Jeune Entrepreneur* », organisé par la banque BNI-CL devenue BNI-CA. Sur sa lancée, il reprend la station audiovisuelle Ravinala de Norbert Lala Ratsirahonana. Station qui deviendra officiellement Viva le 26 mai 2007. Il avait une idée (politique) dans la tête dont les racines émanent de ce qui suit.

Dans le cadre de la mainmise de tous les secteurs économiques florissant, le pouvoir Ravalomanana s'était déjà attaqué à... Andry Rajoelina, à propos de panneaux publicitaires lumineux (Trivision) importés par Injet. Des installations modernes qui ont nécessité d'énormes investissements. Ce, à travers le maire Patrick Ramiaramanana, élu en 2003, qui a laissé un sous-fifre se charger directement de l'affaire qui date de... 2004.

Ainsi, la lettre n°2294/MIRA/CUA/SG/DAE/SR/04 signée par le Directeur des Affaires économiques, Benjamin Andrianarivo, annule l'autorisation n° 1782 relative à l'installation de deux panneaux trivision

lumineux au rond point Antanimena, délivrée à la société Injet, le 25 mai 2004. Ce, pour raison « *d'ordre technique* ». Or, quelques jours plus tard, ces panneaux sont remplacés par d'autres appartenant à une société dirigée par la famille Ravalomanana.

Déclarations d'Andry Rajoelina, P-dg de la société Injet, recueillies en juillet 2004 : « *Une enveloppe budgétaire de l'ordre de 3 milliards Fmg a été déjà engagée pour ce projet et ceci avec le concours de la banque BNI-CI. La société Injet va enregistrer des pertes énormes, non seulement financières mais surtout la confiance de la clientèle et des banques. Outre l'argent qui a été déjà engagé, des techniciens ont été envoyés à l'étranger pour suivre des stages de formation relative à cette nouvelle technologie. Cette valse-hésitation de l'Administration aura des répercussions négatives dans le monde des affaires* ».

Andry Rajoelina ne croyait pas si bien dire. Passons sur les déboires d'hommes d'affaires comme les « *Trois frères* », Patrick Rajaonary, Egdard Razafinravahy, la famille Ramanandraibe ou encore Jeannot Andrianjafy. Lentement mais inexorablement, Marc Ravalomanana a usé et abusé du pouvoir qu'il détenait pour spolier des opérateurs malgaches. Par contre, il laissa la porte béante à certains investisseurs étrangers...

« *You can fool some of the people all of the time, and all of the people some of the time, but you cannot fool all of the people all of the time* ». Traduit librement en français, cela donne : Vous pouvez indéfiniment tromper certaines personnes, ou encore tromper tout le monde pendant un certain temps, mais vous ne pouvez indéfiniment tromper tout le monde. (Lincoln, 16ème Président des Etats-Unis d'Amérique). Il est indéniable que c'est cette philosophie et ce coup bas de 2004 qui ont poussé le P-dg d'Injet à se déclarer candidat à la mairie d'Antananarivo, le 3 novembre 2007, au Carlton hôtel. Afin que ce genre de situation, qui lèse les opérateurs nationaux, ne se reproduise plus jamais de la part du pouvoir. Et, malgré l'assurance et le soutien de Marc Ravalomanana en personne, Hery Rafalimanana, Pds (encore !) de la Capitale et poulain du parti Tim au pouvoir, est défait sans aucune contestation possible, le 12 décembre 2007.

Décembre 2007 aurait dû être l'instant, pour Marc Ravalomanana, de démontrer qu'il avait l'étoffe d'un homme de pouvoir. Mais non, l'ancien maire d'Antananarivo a démontré sa voracité et son dédain pour le peuple malgache qu'il a su tromper de façon machiavélique. Et ce sera le début de la fin pour... Marc Ravalomanana qui, fort d'une réélection au premier tour en décembre 2006 et de la présentation de son Madagascar Action Plan (MAP), a cru qu'il était désormais à la droite de Dieu, intouchable et inaccessible. Il n'a rien appris des leçons de l'histoire, lorsqu'Antananarivo tourne le dos à un dirigeant. Alors finies les messes avant tout début d'événements officiels et gouvernementaux ; adieu le « *Fahamarinana* » et le « *Fahamasinana* ». Mots qu'il ne prononcera plus. Bonjour le monopole des médias publics au service du pouvoir Tim. Bonjour, l'étranglement de la ville d'Antananarivo sous toutes les formes possibles. Ce, malgré un discours aux antipodes des actions menées par le pouvoir pour empêcher le jeune maire de gérer convenablement la Capitale de Madagascar. Bonjour les déclarations à l'emporte-pièce d'un frais professeur docteur honoris causa. La révolte gronde à nouveau mais Ravalomanana ne s'en soucie guère. N'a-t-il pas toiletté la Constitution, par voie référendaire en avril 2007, pour conforter son trône et avoir tous les pouvoirs en gérant le pays à coups d'ordonnances ? Manque total de jugeote pour un chef d'Etat devenu un tyran imbu de sa personne et très suffisant. La fermeture de la télévision Viva, le 13 décembre 2008, sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase déjà rempli à ras bord d'amertume et de rancœur populaire. Surtout à propos des terrains remblayés unilatéralement avec l'argent des contribuables.

Le reste n'est qu'une distorsion d'esprit d'une poignée d'individus qui ont directement émarginé dans le budget de Tikoland. Dès lors, Andry Rajoelina deviendra le 4ème messie que le peuple attendait depuis décembre 2007. Peuple encore plus écœuré par l'affaire Daewoo Logistics et l'achat du Boeing Air Force One bis, à 60 millions de dollars. Mais du haut de sa tour d'ivoire, tout tyran devient aveugle, sourd mais pas muet face à un peuple qui l'a pourtant fait roi. Les déclarations de Marc Ravalomanana sont devenues des menaces teintées d'un « *je m'en foutisme* » incroyable de la culture malgache. A croire que ce Malgache n'en n'a jamais été un. Son objectif suprême, l'œuvre de sa vie : l'organisation du Sommet de l'Union africaine en juillet 2009. A Ivato (Antananarivo ayant été écarté sans vergogne). Entêtement dénoncé par Herizo Razafimahaleo, fondateur du parti Leader Fanilo, peu avant sa mort, il y a un an déjà.

La fracture sociale s'élargira le 26 janvier 2009 par le saccage en règle de la radio MBS, l'imprimerie Blue Print et les magasins Magro à travers Madagascar. Tous appartenaient à Marc Ravalomanana. Mais il y eut aussi des dommages collatéraux, comme l'incendie de la maison de la radio télévision nationale et le pillage de grandes surfaces et magasins autres que ceux de l'empire Tiko. Le 7 février 2009, c'est la redite du 10 août 1991 : la garde présidentielle reçoit l'ordre de tirer sur la foule devant un palais d'Ambohitsorohitra vide. Bilan : une cinquantaine de tués et des dizaines de blessés par balles réelles, des dizaines de disparus. Dès lors, Madagascar fait un bond en arrière de 18 ans, avec une répression sans discernement sous la direction de mercenaires étrangers. Ce seront les éléments de l'Emmonat (Etat Major Mixte Opérationnel National).

Trois Blancs ont été photographiés et filmés sans équivoque possible. Face à cette situation, les éléments du Capsat (Corps des personnels et des services administratifs et techniques) s'insurgent.

Prenant conscience que l'équilibre des forces (armées) bascule contre lui, Marc Ravalomanana prend aussi peur et démissionne le 17 mars 2009, sous une forme encore plus tordue pour faire croire à un coup d'Etat militaire. En fait, de manière tout à fait anticonstitutionnelle, malgré un énième décret, il a dissous le gouvernement et « confié » le pouvoir à un directoire militaire qui serait présidé par le vice-amiral Hippolyte Rarison Ramarason, le plus ancien dans le grade le plus élevé, toutes armes confondues. Quelques heures plus tard, le vice-amiral Ramarason, qui ne veut pas que le pays soit dirigé par un directoire militaire, transmet ce pouvoir à Andry Rajoelina, le 3^e messie, qui prend ses fonctions de président de la Haute Autorité de Transition. Officiellement depuis le 21 mars 2009 pour combler un vide constitutionnel. Cela a été entériné par la HCC qui ne peut être considérée comme une juridiction campagnarde. Il est important de rappeler, ici, que cette transmission de pouvoir n'est pas étonnante puisque les militaires du Cemgam (Chef d'état-major général de l'armée malgache) avaient annoncé, bien auparavant, que le directoire militaire sera renié. Enfin, il est inutile de déformer la vérité historique : la transmission du pouvoir ne s'est jamais faite sous aucune menace quelconque. Après une semaine de disparition, Marc Ravalomanana refait surface au Swaziland, le 24 mars 2009. Depuis, il réside à Johannesburg d'où il n'a cessé d'aller de mensonges en contradictions. Mais, à l'approche de la rencontre à Maputo, le 5 août 2009, il se fait plus silencieux, plus amène, tablant sans doute sur le poids de ses « amis » africains...

Voilà donc les 4 hommes que le GIC (Groupe international de contact) entend mettre autour d'une table. Ce genre de rencontre se faisant à huis clos, nous ne saurons jamais à 100% les accords qu'ils pourront passer entre ce marin et ces 3 messies au parcours à peu près semblable et surtout continu.

Si Didier Ratsiraka aura tout de même été formé pour devenir un homme d'Etat, du moins de commandement, les trois autres sont bien des messies dans le sens où le mot messie signifie « *sauveur de l'humanité désigné et envoyé par Dieu* ». L'humanité en question est restreinte, ici, au peuple malgache.

Zafy Albert a choisi les murs de Jéricho et l'histoire de Josué qui en a fait 7 fois le tour pour le faire tomber. Mais déjà, très peu de temps avant cela, le Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM) avait utilisé le terme « *Ento miakatra ity firenena ity* » (Faites monter cette Nation) devenu le slogan du parti UNDD.

Marc Ravalomanana, lui, n'a pas cherché bien loin, avec Saint... Marc, 5-36 : « *Minoa fotsiny ihany* » ou « *crois seulement* ».

Quant à Andry Rajoelina, il a choisi le Cantique des Cantiques, 8-7, pour démontrer qu'il est guidé par l'amour que même l'eau de tous les océans ne peut éteindre.

En matière de religion, justement, seul Ravalomanana est protestant, les autres sont tous des catholiques fervents. Le premier est un militaire de carrière, attaché militaire à l'ambassade de Paris, avant son entrée sur la scène politique ; le second est un chirurgien de renom qui n'aurait du jamais faire de la politique. Mais il a été poussé par des politiciens trop... voyants. Le troisième comme le quatrième sont des opérateurs économiques autodidactes qui, comme Jeanne d'Arc, ont du entendre des voix... Mais si Marc Ravalomanana n'est plus ni moins qu'un opportuniste (terme pris dans le contexte des affaires), Andry Rajoelina, lui, s'est senti obligé de monter au créneau pour que tous les déboires gouvernementaux qui lui sont arrivés par l'entremise du régime Tim-Tiko, ne soient plus appliqués à d'autres et plus jamais dans l'avenir.

Les trois premiers ont été vomis par le peuple, le dernier a accédé au pouvoir de la même manière que les second et troisième : par la rue. Pour leur âge, c'est à se demander qui a le plus d'avenir : Didier Ratsiraka aura 73 ans, Zafy Albert 82 ans, Ravalomanana 60 ans. A eux trois cela fait 215 ans ! Andry Rajoelina, lui, a 35 ans à lui tout seul. Comme les présidents africains, Didier et Albert pencheront pour la gérontocratie (régime politique où le pouvoir est exercé par les personnes les plus âgées de la société). Marc, lui, préférera la ploutocratie (système politique dans lequel le pouvoir est exercé par les plus riches). Quant à Andry, vu comment il est entouré, il va finir par diriger une transition oligarque et tombera de son piédestal comme Zafy Albert, avant même les élections, s'il ne se ressaisit pas ultra rapidement. Comme un Train à Grande Vitesse !

Pour les gens qui veulent se cultiver, sachez qu'une oligarchie est un régime politique dans lequel la plupart des pouvoirs sont entre les mains d'un petit nombre d'individus, de quelques familles ou d'une petite partie de la population. L'oligarchie s'appuie sur une pratique du pouvoir collégiale et discrète. L'organisation des

pouvoirs peut être relativement complexe avec différents cercles plus ou moins informels. Attention : les régimes oligarchiques se révèlent relativement instables. Mais le peuple dont on veut le bien dans tout ça ? Complètement mis à l'écart depuis quelques temps, pour des questions de partage de pouvoir au sommet de la transition. Une période pourtant temporaire par définition même. C'est quoi déjà les promesses entendues depuis le 13 mai... 1972 ? Toutes les réponses dans un prochain dossier, avant le 5 août 2009, avec ce que doit faire Andry Rajoelina pour que l'histoire ne soit plus un sempiternel recommencement. Enfin, il est bon de savoir que selon le philosophe français Paul Ricœur : « *Tout autodidacte est un imposteur* ». Pour Ricœur, sa déclaration se base sur le principe de la nécessité d'un apport exogène au sujet. Par ailleurs, confondre publicité et culte de la personnalité avec communication, est un défaut de l'autodidaxie. Est-ce la faute directe d'Andry Rajoelina ? Lorsque je vois, dans un quotidien local, une pleine page payante en couleurs, d'une visite sur terrain du président de la HAT, dont l'image est présente sur 6 images sur 8, je m'insurge et dis :

Communiquer ne se résume pas à faire de la publicité. Il ne s'agit pas de vendre au peuple un personnage, une équipe, un projet ou des idées, aussi bonnes soient-elles, comme on vend des yaourts ! La publicité a, sans doute, son efficacité et son utilité. Mais elle ne peut pas être proposée comme la solution au désintéressement de l'opinion. Bien au contraire, à saturation elle ne peut que contribuer à creuser, encore plus et mieux, l'écart de la relation entre gouvernants et gouvernés. Faisant des uns des « *personnages photoshopés* » et des autres de simples observateurs réduit à leur rôle de consommateurs. Aussi, je répète qu'il est très nocif d'associer ou de vouloir limiter la communication à la publicité. Tout comme il est très dangereux de vouloir limiter l'exercice de communication des politiques à une campagne publicitaire.

Un conseil gratuit, pour les... conseillers d'Andry Tgv : La politique a besoin de communication au sens originel du mot. La politique a besoin de mettre en commun (d'où communiquer), de partager, d'échanger... une vision, des valeurs, des propositions. La politique a besoin : sur le fond, d'information et de propositions ; sur la forme, d'une incarnation et d'une relation. Chères conseillères, chers conseillers, la publicité ne permettra ni vraiment l'un, et seulement à demi l'autre. Andry Rajoelina faisait danser sur les morceaux des autres. Il n'était pas le chanteur, la star. Cessez de le tromper par des éléphanteaux blancs publicitaires ! On sait qu'à force de marcher sur un tapis rouge, on se prend pour un demi-dieu mais s'il s'amuse à prendre goût au pouvoir grâce à votre incompétence, à votre servilité intéressée : les carottes seront cuites. Enfin, et non des moindres : le peuple. Sans lui, aucun leader révolutionnaire au monde, messie ou pas, n'a pu, ne peut ni ne pourra écarter un dictateur notoire. C'est le peuple malgache qui va voter et non les Africains ou les Européens pas plus que les Américains. Si tous ces derniers s'imposent, c'est parce que vous passez votre temps à vous justifier et/ou à démentir. Mauvaise communication et cacophonie. La HAT a une feuille de route, un programme ? Faites-le connaître et comprendre chaque jour de la transition que Dieu fait. Mais cessez d'informer au dernier moment. Même les déplacements d'Andry Rajoelina entrent dans le domaine du mystère, alors que sur la place des marchés tout le monde sait où il va aller, un jour à l'avance. Faut-il encore demander d'où viennent les fuites ? Cela n'est pas très... catholique.

Ultimes remarques : que tous cessent de jouer aux amnésiques. Tôt ou tard, la vérité éclate et au moment où on s'y attend le moins. Parcourez attentivement les noms énumérés plus haut et voyez qui sont vraiment les nouveaux dans la crise actuelle ? Donc, gaffe parce que « *Ny olon-tiana ihany no anarina* » (Faites vous traduire, je ne concours pas pour le prix Pulitzer).